

- la communication du Comité des Ministres à l'Assemblée parlementaire présentée par M. Fiorenzo Stolfi, Ministre des Affaires étrangères de Saint-Marin, Président du Comité des Ministres.

Au cours de cette session a eu lieu:

- une discussion selon la procédure d'urgence sur «Les menaces à la vie et à la liberté d'expression des journalistes» et

- un débat d'actualité sur «La Cour européenne des droits de l'Homme en péril, urgence pour la Russie de ratifier le Protocole n° 14».

En outre, il reste à souligner que Mme le Député Anne Brasseur a été nommée Vice-Présidente de la Commission de la Culture, de la Science et de l'Éducation.

Lors de cette première partie de session l'Assemblée a adopté neuf résolutions et onze recommandations en rapport avec les points à l'ordre du jour.

4. «Nous demandons instamment aux Chefs d'État et de Gouvernement européens d'œuvrer au développement d'une politique européenne de sécurité et de défense fondée sur les ambitions partagées, une crédibilité capacitaire et technologique et sur une légitimité démocratique.»

C'est une partie du message que les membres de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale, Assemblée interparlementaire européenne de sécurité et de défense, ont adressé aux Chefs d'État et de Gouvernement, et qui serait à prendre en compte pour la réunion que tiendra le Conseil européen le 25 mars 2007 à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire du Traité de Rome.

En plus l'Assemblée a insisté dans son message sur le fait que la PESD doit faire l'objet d'un contrôle démocratique accru par les parlementaires nationaux. «À cet égard, l'Assemblée de l'UEO joue un rôle déterminant. (...) Ce forum interparlementaire déjà existant, qui n'est pas une deuxième Chambre européenne, devra être renforcé en tant que relais démocratique essentiel vers les citoyens et l'opinion publique. Nous demandons avec force au Conseil européen de traiter cette question avec urgence.»

L'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale s'est réunie au Bundestag à Berlin, les 6 et 7 février 2007, pour un colloque sur les orientations futures de la politique européenne de sécurité et de défense. Y ont assisté M. Marcel Glesener, Président de la délégation luxembourgeoise à l'Assemblée de l'UEO, et les Membres, Mmes Anne Brasseur et Lydie Err, MM. Charles Goerens et Norbert Hauptert, M. Huss s'étant excusé.

Les divers sujets traités ont été:

- PESD: développements politiques;

- PESD: développements opérationnels;

- PESD: l'acquisition de capacités;

- PESD: le rôle des Parlementaires.

Au cours des débats sont intervenus des représentants du monde politique, scientifique, militaire et industriel. Il faut noter aussi que notre collègue, M. Charles Goerens, a également pris la parole en tant que rapporteur sur le point «PESD: développements politiques».

À l'issue du colloque l'Assemblée a adopté le message susmentionné qui s'adresse aux Chefs d'État et de gouvernement et qui sera transmis à M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, à M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, à M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, et à M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.

5. Par lettre du 30 janvier 2007 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des documents adoptés au cours de la période de session du 11 au 14 décembre 2006:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, d'un arrangement entre la Communauté européenne, la République d'Islande et le Royaume de Norvège sur les modalités de la participation de ces États aux activités de l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne;

- résolution sur le programme législatif et de travail de la Commission pour 2007;

- résolution sur le sommet UE-Russie qui s'est tenu à Helsinki le 24 novembre 2006;

- résolution sur la communication de la Commission sur la stratégie d'élargissement et les principaux défis 2006-2007;

- résolution sur les aspects institutionnels de la capacité de l'Union européenne à intégrer de nouveaux États membres;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République du Paraguay sur certains aspects des services aériens;

- position sur la proposition de décision du Conseil autorisant la conclusion de l'accord visant à reconduire et modifier l'accord relatif aux activités de recherche et de développement dans le domaine des systèmes de fabrication intelligents entre la Communauté européenne et l'Australie, le Canada, les pays AELE de Norvège et de Suisse, la Corée, le Japon et les États-Unis d'Amérique;

- recommandation à l'intention du Conseil sur l'évolution des négociations sur la décision-cadre sur la protection des données dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale;

- déclaration écrite sur les substances actives en pharmacie (ayant recueilli les signatures de la majorité des membres qui composent le Parlement).

Par lettre du 7 février 2007 il lui a encore fait parvenir le texte des documents adoptés au cours de la période de session du 15 au 18 janvier 2007:

- position sur le projet de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord modifiant l'accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000;

- résolution sur les septième et huitième rapports annuels du Conseil, présentés conformément au point 8 du dispositif opérationnel du Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements;

- résolution sur le programme d'action européen pour la sécurité routière - bilan à mi-parcours.

## 2. 5672 - Proposition de révision de l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup> de la Constitution

### 5673 - Proposition de révision portant création d'un article 32bis nouveau de la Constitution

#### Déclaration de recevabilité

An hîrer Réunioun vum 8. Februar huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun zwou Propositions de révision de la Constitution ausgeschwat. Et handelt sech ëm de Virschlag 5672 vum honorabelen Här Meyers iwwert den Artikel 9 vun der Verfassung an de Virschlag 5673 vum honorabelen Här Bodry iwwert d'Schaffung vun engem neien Artikel 32bis.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz un?

#### (Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

## 3. Rôle des affaires

Op Ufro vun der Regierung huet d'Presidentekonferenz sech ebenfalls derfir ausgeschwat, de Projet de règlement grand-ducal 5081 iwwer eng finanziell Bâihëllef beim Energiespuere vum Rôle ze sträichen, well en an der Zwëschenzäit géigestandslos ginn ass.

Ass d'Chamber heimat averstanen?

#### (Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

## 4. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, krut Der dee matgedeelt.

Mir hunn haut de Mëtteg:

- fir d'éischt de Projet de loi iwwert d'Organismes de placement collectif;

- dann eng Froestonn un d'Regierung;

- duerno hu mer de Projet iwwert d'Duerchsiche vum de Gefierer

- a schlussendlech eng Question avec débat vum Här Goerens iwwert de Sëtz vum Europaparlament zu Stroosbuerg.

Mar steet op eisem Ordre du jour:

- en Ofkommen tëschent den AKP-Länner an der Europäescher Unioun;

- de Projet de loi iwwert d'Cours de formation professionnelle

- a schlussendlech nach Ännerungsvirschléi vun eisem interne Reglement.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

#### (Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

#### (Interruptions)

Den Här Wagner fir d'éischt, dann den Här Mehlen. Här Wagner!

## 5. Dépôt d'une proposition de loi

))) **M. Carlo Wagner (DP)**.- Här President, ech wollt mer erlaben, fir eng Proposition de loi ze déposieren.

Här President, Dir Damm an Dir Hären, och wa mer dëst Joer vun de klimatesche Konditiounen hei am Land relativ verwinnt gi sinn, esou hu mer dach awer genau déi lescht Woch en Donneschdeg gesinn, wéi am Eislek Schnéi gefall ass, dass et do zu enger ganzer Rei vun Accidenter komm ass, dass och Autoen, déi mat Summerneuen équipéiert waren, a Camionen d'Stroosse blockéiert hunn, esou dass ech doropshi wëll eng Proposition de loi maache modifiant l'article 17bis de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.

Et geet hei net drëm, fir d'Leit ze obligéieren, fir Wanterpneuë mussen opzeleeën, mä déi Proposition de loi hei orientéiert sech un der Däitscher Gesetzgebung.

- Proposition de loi N°5682 portant modification de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Ech soen Iech Merci.

))) **Plusieurs voix**.- Très bien!

))) **M. le Président**.- Merci, Här Wagner. Déi Proposition de loi kënn an d'Presidentekonferenz, fir datt mer kucken, ob se recevabel ass. Duerno muss d'Chamber dat bestätegen, an da geet se un déi zoustänneg Gremië weider.

Den honorabelen Här Mehlen.

## 6. Dépôt d'une motion par M. Robert Mehlen

))) **M. Robert Mehlen (ADR)**.- Merci, Här President. Ech froen d'Wuert fir eng deelweis Modification de l'ordre du jour ze maachen, an deem Sënn, datt ech wëlles hunn Iech eng Motioun eranzebréngen, an zwar eng Motioun, déi sech un de Premierminister riicht. Mäi Fraktiounskolleeg Gast Gibéryen an ech hu mam Datum vum 4.8.2006, wéi dat villt Gespréich ëm de Gréngewald war, eng schrëftlech Question un de Statsminister gericht, fir alle Rumeuren en Enn ze setzen a Kloerheet an där ganzer Diskussioun ze schafen.

Dir, Här President, schéckt regelméisseg e Rappel eraus, datt déi Froen, déi en suspens sinn, misse beäntwert ginn. Dat hei ass nach déi eenzeg aus där viregter Sessioun, obschonn datt d'Reglement dem Minister seet, wann hie sech net an der Lag gesäit am Délai ze äntweren, da kann hie mat Indikatioun vun den Ursachen en Délai supplémentaire ufroen.

Et kënn einfach keng Äntwert. D'Rappellé ginn eraus an et geschitt näischt. De Statsminister ignoréiert einfach d'Chamberreglement. Hien ignoréiert d'Rappellé vum President vun dëser Chamber, an duerfir fanne mir, mir sollen där Ignorance do net méi weider nokucken. D'Chamber soll hien opfuere, hie soll wann ech gelift schrëftlech äntweren.

Ech erënnere mech drun, datt de Statsminister, wéi hie Statsminister ginn ass, heihinner komm ass an ugekënnegt huet, hie géif regelméisseg hei engem Deputéierte wëlle Froe stelle kommen. Mir wäred scho frou, Här President, wann hien op déi schrëftlech Froen, déi d'Deputéierten him stellen, an deem Délai géif äntweren, deen eist Reglement virschreift. Ech hunn zwar nëmmen eng Ennerschrëft ënnert der Motioun, mä do kommen der nach no.

#### Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que la question parlementaire N°1220 du 04.08.2006 des Députés Robert Mehlen et Gast Gibéryen concernant «Trans-actions entre domaine de l'État et domaine de la Cour grand-ducale - Grünwald», adressée à Monsieur le Premier Ministre, est restée sans réponse jusqu'à ce jour;

- considérant que le Règlement de la Chambre des Députés, stipulant dans son article 76 (3) que: «Si le Ministre compétent n'est pas en mesure de fournir sa réponse dans le délai prescrit, il en informe le Président de la Chambre tout en indiquant et les raisons d'empêchement et la date probable de la réponse» n'a pas été respecté;

- considérant que les nombreux rappels de Monsieur le Président de la Chambre des Députés, adressés à Monsieur le Premier Ministre ont été ignorés jusqu'à ce jour;

- considérant que ce comportement envers les représentants du peuple n'est pas digne d'un Chef de Gouvernement;

invite le Premier Ministre

- à se conformer au Règlement de la Chambre des Députés, et

- à répondre par écrit dans les meilleurs délais à la question parlementaire N°1220.

(s.) Robert Mehlen.

))) **M. le Président**.- Merci, Här Mehlen. Mir wäerte gesinn, wéini mer déi Motioun do op den Ordre du jour huelen.

Den Här Minister Frieden freet d'Wuert.

))) **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice**.- Här President, ech géif gären am Numm vun der Regierung soen, datt et absolut net stëmmt, datt d'Regierung respektiv de Statsminister géif d'Chamber hei net respektéieren, andeem hie Froe géif esou bewosst net beäntweren. Déi Fro, déi net beäntwert ginn ass, an op déi den Här Mehlen Referenz mécht, nämlech déi vu sämtlechen historeschen Transaktiounen betreffend de Gréngewald, huet an de Statsminister eng enorm Aarbecht vun Nofuerschung mat sech gezunn. Et ass heiansdo net méiglech an deem Délai, deen am Reglement steet, bei esou enger Zort Fro déi Äntwerten ze fannen.

Ech weess, datt déi Aarbechte quasi ofgeschloss sinn, esou datt déi Äntwert elo kann an d'Chamber kommen. Mä et ass net einfach, wann ee muss an Zäiten nosiche goen, wou dat net alles onbedéngt mat deenen nämlechte modernen Instrumenter klaséiert ginn ass, wéi dat haut de Fall ass. Do wéinst muss dat méi laang daueren.

Ech wëll hei ausdrécklech soen, datt et a kengem Moment de Wëlle vum Statsminister war, einfach aus Mangel u Respekt virum Parlament - well de Géigendeel ass de Fall - déi Fro net ze beäntweren. Duerfir wäert déi Äntwert kuerzfristeg kommen. Mä d'Ursache waren, wéi gesot, gréisser Recherchen, déi dat verlaangt huet.

))) **M. le Président**.- D'Madame Flesch huet d'Wuert gefrot. Zu wat, Madame Flesch?

))) **Mme Colette Flesch (DP)**.- Jo, Här President, zu där dote Fro après Ministre. De Minister huet eng Explikatioun ginn, déi mer net wëlle vun der Hand weisen. Nach verstinn ech net, woufir de Statsminister net Gebrauch gemaach huet vun deenen Dispositiounen, déi an onsem Chamberreglement sinn, dass hien en Délai supplémentaire gefrot huet an d'Ursachen ugefouert huet, woufir hien ee Besoin hätt un deem Délai supplémentaire. Also, toute lettre mérite réponse et toute question mérite réponse, même si elle est temporaire, transitoire et intérimaire!

))) **Une voix**.- Très bien!

))) **M. le Président**.- Also, ech kennen d'Problematik vun där doter spezifischer Question parlementaire. Ech hunn den Dossier awer net auswenneg am Kapp, wat alles geschitt ass. Ech weess, dass ech Rappele gemaach hat, mä ech denken, dass d'Regierung ugefrot huet. Madame Flesch, dat, wat Dir...